

# L'essor des *green bonds* : potentialités et limites

Par Arnaud BERGER

Directeur du Développement durable du groupe BPCE (Banque Populaire et Caisse d'Épargne)

Depuis 2009, la question du climat a déclenché une compétition économique mondiale autour des marchés de l'énergie verte. Les obligations « vertes », dites *green bonds*, émises pour financer des réalisations favorables au climat, et plus largement à l'environnement, sont devenues le marqueur de ce nouveau marché, qui entraîne avec lui tous les secteurs économiques qui en dépendent, immobilier, mobilité et industrie en tête. Ces *green bonds* ont la potentialité d'accompagner l'accélération des investissements de par leur capacité à mobiliser rapidement et massivement l'argent des marchés. Cependant, leur essor se heurte à deux limites. La première, technique, nécessite de définir ce que sont des investissements « verts » pour éviter les abus et les effets d'aubaine du *greenwashing* (le verdissement). La deuxième, économique, questionne l'adéquation de *green bonds* conçus pour des grands projets et des infrastructures à la demande de l'économie verte, qui est principalement locale en France et en Europe. Au-delà, c'est le choix du modèle bancaire (entre la préférence anglo-saxonne pour les marchés financiers et celle de l'Europe pour la banque, notamment universelle) qui se pose lorsqu'il s'agit de relier entre eux financements « verts », emploi et cohérence territoriale.

## Un besoin de réorientation massive des flux financiers

Le chiffre de 500 milliards de dollars de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) est souvent cité pour évaluer le besoin mondial en financement de la seule transition énergétique d'ici à 2035, sans parler des autres domaines (eau, assainissement, déchets, agriculture<sup>(1)</sup>...). En France, un plan d'investissement de 50 milliards d'euros est avancé pour « préparer le modèle de croissance de demain », dont 15 milliards d'euros directement liés à la transition écologique. Ces chiffres importants montrent la réalité de la transition énergétique en cours, c'est-à-dire la tendance mondiale qui voit, depuis 2009, se concentrer l'attention des investisseurs sur les filières des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, devenues rentables et viables, plutôt que vers les filières des énergies fossiles, dont les marges se dégradent avec la chute du prix du pétrole. Ce mouvement concerne en premier lieu le secteur énergétique, mais il entraîne avec lui toutes les filières fortement dépendantes de l'énergie, comme l'immobilier, les transports, l'agriculture et l'industrie.

Les investissements publics ne suffiront pas pour satisfaire ces besoins. Le secteur bancaire et financier privé est donc essentiel dans cette mobilisation – et plus encore le modèle universel des banques françaises, qui est capable d'accompagner tous les types de client à travers

leurs activités de détail (prêts), de financement, de crédit-bail, d'affacturation, de gestion d'actifs et d'assurance, ainsi que comme intermédiaire financier vers les marchés.

Parmi les réponses financières, les *green bonds* (les obligations « vertes ») apparaissent à beaucoup comme l'outil privilégié, car, en permettant de drainer de grands volumes de financement de marchés, ils peuvent accompagner des opérations massifiées de transition énergétique. En 2012, des obligations vertes à hauteur de 2,6 milliards de dollars ont été émises à l'échelle mondiale. En 2015, le montant total de ces émissions avait explosé, atteignant 41,8 milliards de dollars. Il s'élevait à environ 75 milliards de dollars à la fin 2016 et devrait avoisiner les 100 milliards à la fin 2017 ; 160 milliards sont projetés en 2020. Fin 2016, la Commission européenne a évalué à 177 milliards d'euros supplémentaires d'investissements par an, à partir de 2021, les objectifs climatiques et énergétiques à atteindre en 2030<sup>(2)</sup>. En janvier 2017, la France s'est positionnée comme leader des pays engagés dans la lutte contre le changement climatique, grâce à une obligation verte souveraine qui a battu des records par sa durée de 22 ans et son montant de 7 milliards d'euros. Au-delà de

(1) Livre blanc pour le financement de la transition écologique, DGTrésor et CGDD, 2013.

(2) Étude Commission européenne sur les obligations vertes, 2 décembre 2016.

son utilité, le *green bond* véhicule une image d'expertise et d'innovation qu'utilisent États et banques dans la compétition mondiale sur la finance climat. La France, à travers son émission obligataire verte du début de cette année, montre sa volonté de jouer le premier rôle dans ce nouveau marché.

### Les limites actuelles des *green bonds*

Au regard de la demande en investissements verts, rien ne semble freiner le développement des *green bonds*. Bien sûr, ces obligations ne constituent pas un outil universel et connaissent aujourd'hui deux limites pratiques : une définition insuffisante de leur caractère « vert » et la pénurie de réserves de projets écologiques. En effet, dans la pratique, l'obligation verte est une obligation classique émise par les banques comme tout autre produit financier, sauf que l'argent emprunté est dirigé exclusivement vers des projets liés à la transition écologique.

La première limite des obligations vertes réside dans la définition du caractère « vert » de l'utilisation des fonds recueillis, qui figure dans la documentation destinée aux investisseurs. À cette fin, le label TEEC (Transition énergétique et écologique pour le climat) a été lancé en 2015 par le gouvernement français. Ce label constitue un vrai progrès en matière d'émission de *green bonds*. Au niveau international, la *Climate Bond Initiative* répertorie les projets répondant à ses critères climatiques, les *green bond principles*. Il était capital de progresser sur ce point : selon un rapport remis en 2016 à la Commission européenne, 85 % des projets « mécanisme de développement propre » de Kyoto ne remplissent vraisemblablement pas les objectifs de réduction qu'ils affichent<sup>(3)</sup>. Cependant, le processus concerné ne semble pas adapté au financement de projets de plus petite taille, notamment en faveur des PME, des petites collectivités et des particuliers, tels qu'en financent les réseaux bancaires de proximité, car ils sont trop lourds, et probablement trop coûteux à mettre en place.

L'enjeu est donc d'assurer une concordance des critères verts liés aux projets, tels que le label TEEC, les *green bond principles* et les labels verts régionaux (par exemple, AB Bio et BBC Rénovation). Cela permettrait aux obligations vertes d'assurer, le cas échéant, le refinancement de projets, mais aussi de clients locaux complémentaires aux projets des grandes entreprises, dans une logique de filière économique.

La seconde limite tient à la capacité des *green bonds* à assurer le déploiement territorial de l'économie verte et à tenir sa promesse de création d'emplois nouveaux. En effet, le fait que les PME constituent la source majeure de création d'emplois dans nos économies, particulièrement en France<sup>(4)</sup> et en Europe, pose aux obligations vertes le défi de construire une méthode qui les rendent éligibles aux investissements verts, à leur échelle.

L'emploi salarié en France représentait un peu moins de 24 millions de personnes se répartissant grossièrement entre 8 millions pour les administrations, 6 millions pour les entreprises de moins de 20 salariés, 8 millions pour

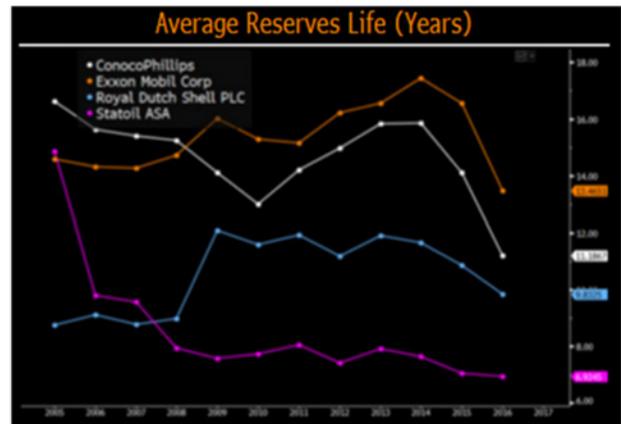


Figure 1 : La compétition internationale autour des changements énergétiques est le principal facteur de développement des *green bonds*.

Des réserves pétrolières qui vont en s'amenuisant (une raréfaction visible depuis 2009), de plus en plus difficiles d'accès et dont l'exploitation est de plus en plus onéreuse : ce sont là autant de raisons qui amènent certaines compagnies pétrolières à vendre leurs actifs pétroliers pour se consacrer entièrement au marché des énergies renouvelables, à l'instar de la compagnie danoise DONG Energy, en 2017.

Source : Bloomberg Intelligence.

celles de 20 à 500 salariés et 2 millions pour les grandes entreprises. Les comptes d'exploitation des entreprises indiquent, en ordres de grandeur, qu'un emploi est créé moyennant 50 000 euros de chiffre d'affaires dans une TPE, 150 000 euros dans une PME, 250 000 euros dans une ETI et 350 000 euros dans une grande entreprise<sup>(5)</sup>.

Ces chiffres illustrent le fait que les TPE-PME sont plus que jamais un moteur efficace de création d'emplois puisqu'il faut 7 fois moins de chiffre d'affaires pour créer un emploi dans une TPE que dans une grande entreprise.

### Adapter la palette des outils financiers à la diversité des besoins

Cette situation est encore plus manifeste dans les filières de l'économie verte. En France, sur les 37 milliards d'euros annuels qui sont investis dans les secteurs de l'économie verte, les deux tiers, soit 21 milliards d'euros par an, sont réalisés au niveau local et mis en œuvre par des artisans et des PME dans des secteurs tels que le marché de la rénovation thermique des bâtiments ; c'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils sont difficiles à structurer. Le prix Entreprises et Environnement du ministère chargé de l'Écologie, avec 70 % des candidatures provenant de TPE-PME, montre le rôle majeur et structurant de cette catégorie d'entreprise pour relever le défi économique de la transition énergétique.

(3) "How additional is the Clean Development Mechanism?", Öko-Institut, SEI et INFRAS, report to the EC, Berlin, march 2016.  
 (4) Site finances.gouv.fr : « En 2012, la France comptait 3,5 millions de PME, soit 99,9 % des entreprises, 48,3 % des salariés (en équivalent temps plein), 35,5 % du chiffre d'affaires et 43,9 % de la valeur ajoutée ».  
 (5) LECOINTRE G., La Tribune, 21 mai 2015.

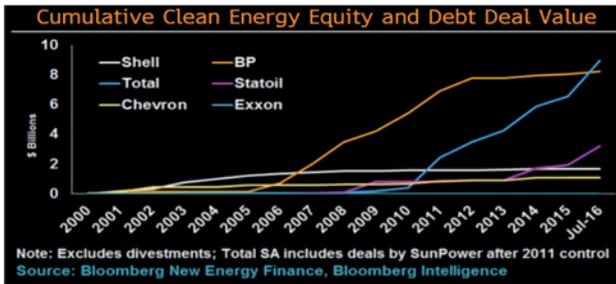


Figure 2 : Une multiplication des investissements dans les énergies renouvelables.

Depuis 2009, les sociétés énergétiques européennes s'orientent vers la filière des énergies renouvelables (ENR) pour conserver la rentabilité de leur modèle économique. Ce mouvement est aujourd'hui mondial.

Source : Bloomberg Intelligence.

Depuis la conférence sur le climat tenue à Copenhague en 2009, la dimension internationale des négociations pousse à mettre en avant des outils de marché comme les *green bonds*, qui s'ajoutent aux outils historiques souvent plus territorialisés que sont les crédits bancaires. Ces outils de marché sont privilégiés dans une optique de mobilisation massive et rapide de capitaux pour réaliser des travaux internationaux (G20, OCDE, FSB). Ce mode de financement est adapté à des acteurs de grande taille disposant des moyens à consacrer à ces voies de financement souvent complexes, et donc onéreuses. Aussi lier de façon pragmatique et efficace croissance verte et emploi implique-t-il de concevoir à due proportion l'effort de financement à l'échelle des acteurs des régions et des banques locales et d'adapter les outils de financement (notamment au profil des entreprises familiales).

Un déséquilibre a ainsi tendance à se créer en France, ainsi qu'en Europe, entre le fonctionnement des marchés financiers pour la transition énergétique et la majorité des acteurs (ménages et entreprises). Au niveau européen, la Table ronde européenne sur la finance soutenable (*European Financial Round Table – EFR*) a récemment reproché au Groupe d'experts de haut niveau sur la finance soutenable (*High-Level Expert Group – HLEG – on Sus-*

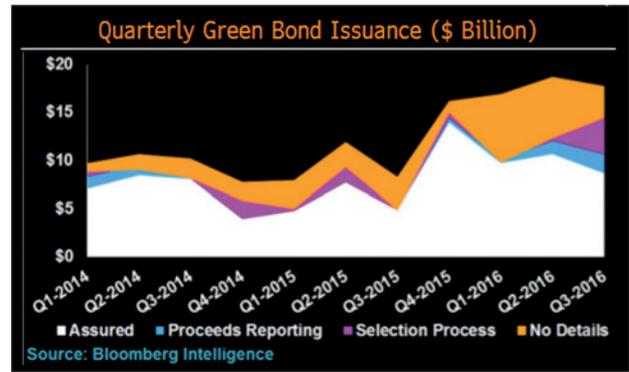


Figure 3 : Les *greens bonds* entre croissance et fiabilité.

Les nouveaux émetteurs dynamisent la croissance des *green bonds*.

Cependant, un travail de fond est indispensable pour éviter la multiplication de *green bonds* dépourvus de critères verts fiables (indiqués comme non détaillés).

*tainable Finance*), qui a été créé par la Commission européenne pour intégrer des considérations de durabilité dans la réglementation européenne du secteur financier, de manquer de représentants du secteur bancaire, relevant qu'aucune des principales banques n'y étaient représentées.

L'impulsion donnée aux grands projets financés à travers des outils innovants comme les *green bonds* ouvre la possibilité pour les banques françaises de faire reconnaître leur expertise dans le marché, nouveau, de la préservation du climat. Compte tenu de la diversité des besoins entre grandes entreprises, ETI, PME, TPE et ménages, cette impulsion devrait pouvoir être complétée en recourant à l'ensemble de la palette des outils, depuis l'indispensable proximité jusqu'aux projets internationaux, pour fournir toutes les réponses avec l'efficacité requise par l'urgence de la transition. Elle rend désormais plus que nécessaire une coordination entre les pouvoirs publics, les banques et les entreprises pour servir, à travers les obligations « vertes » et les autres outils financiers disponibles, les besoins de PME et de particuliers encore insuffisamment irrigués.

The seventeen sustainable development goals adopted in September 2015 follow on the UN's Millennium Development Goals. These new objectives set the course for the policies to be pursued during the next fifteen years. From 2000 to 2015, the UN's Millennium Development Goals were a remarkable instrument for scaling back poverty. Given this, might the sustainable development goals respond to a real need? The answer is affirmative. By widening the radius of action of aid from all countries, these seventeen goals signal a significant shift from the millennium goals, which mainly centered around reducing poverty. Multilateral cooperation has come under criticism. Some politicians even think that a wall can cope with migrations. But how high a wall to stop greenhouse gases?

### How to finance the sustainable development goal on clean water and sanitation by 2030?

Gérard Payen, advisor on water to the secretary-general of the United Nations (UNSGAB) from 2004 to 2015, member of the think tank (Re)sources; and Patrice Fonladosa, chairman of the board and managing director of Veolia Africa and Veolia Middle East, president of the think tank (Re)sources and chairman of Comité Afrique, MEDEF International

The planetary issue of water figures as the sixth of the UN's seventeen sustainable development goals. This goal sets ambitious targets, such as universal access to drinking water, decontamination of the water supply, and the reduction by half of water pollution caused by human activities. But how to finance these targets? Devote a larger proportion of international aid to the water supply? Increase public budgets? Make users pay? Or even solicit private funding? As emphasized at the 2015 UN conference in Addis Ababa, no financial source should have priority in relation to the others; all forms of financing must be used. Furthermore, it is worthwhile improving governance and the economics of the water supply in order to attract more funding from banks and private sources. Governments must realize how necessary this is and adapt their policies to raising the funds necessary for reaching the sustainable development goal on water by 2030.

### Why and how civilians and entrepreneurs are acting in favor of the sustainable development goals

#### Improving the management of natural resources in order to reach the UN's sustainable development goals: The Extractive Industries Transparency Initiative

Asmara Klein, PhD in Political Science, author of La Coalition "Publiez ce que vous payez"

The Extractive Industries Transparency Initiative brings together extractive firms, governments and nongovernmental organizations in the effort to inform the citizens of countries with oil, gas and mineral resources about the management of their nonrenewable natural wealth. This Initiative's intent and method are in line with the UN's sustainable development goals. The Initiative has successfully organized a genuine three-party dialog for releasing

information on the extractive sector; and it has introduced the principle of transparency in an industry characterized by its opacity. The Initiative's promise of citizen control (thanks to the disclosure of information) is yet to be fulfilled. This calls for paying more attention to the conditions of how the data made public are actually put to use.

### Urbanization, a financing challenge for a sustainable world

Douglas Fint, Former Group Chairman, HSBC

The transition to a smarter, lower-carbon way of living will need a rapid transformation of existing and future city development. Investors are willing to help fund this transformation if we can find the right approach to infrastructure finance. We are seeing new levels of ambition by local authorities. Achieving it will require integrated planning and investment from both public and private sources.

### An efficient green tax system for the climate: Feedback from Sweden's experiment

Pierre-Alexandre Miquel, head of the Regional Economic Service; Julien Grosjean, head of Energy-Environment-Raw Materials at the Regional Economic Service for Nordic Countries, Direction Générale du Trésor, French Embassy to Sweden; and Thomas Sterner, professor of Environmental Economics at Göteborg University

Applying the Paris Climate Agreement calls for innovative, efficient, green economic tools. Sweden, a pioneer in setting carbon prices, has the highest green taxes in the world for sectors not covered by the EU's Emissions Trading Scheme (ETS): a record of 120 €/tonne. This has helped reduce the country's greenhouse gas emissions by nearly 30% since 1995. In the sectors covered by the ETS however, green taxes are very low; and emissions have increased slightly (unlike in France). A Social-Democratic government passed the "green tax shift" at the turn of the century. Tax reductions for lower-income households and charges to employers have neutralized the potentially negative effects in terms of redistribution. Experiments have been successfully conducted using innovative economic tools: green certificates for electricity from renewable sources, urban tolls and a NOx tax.

### The sprouting of green bonds: Potential and limits

Arnaud Berger, director of Sustainable Development, BPCE Group (Banque Populaire et Caisse d'Épargne)

Since 2009, the climate issue has stimulated worldwide economic competition in markets for "green energy". Issued to finance environmentally friendly projects, in particular for coping with climate change, "green bonds" are evidence of this new market, which spans activities from real estate to transportation and manufacturing. These bonds have the potential of speeding up investments by raising massive amounts of money in a short time. However, their growth has encountered two limits. A technical limit is to define "green investments" so as to avoid misuse and the windfall from "greenwashing". The second, economic, limit has to do with how well green bonds, designed for big (infrastructure) projects, meet the demands of the green economy, which is mostly local in France and

Europe. To make green financing, jobs and urban/rural planning converge, the choice must be made of a model for funding – between the Anglo-American preference for capital markets and the European preference for the banking system.

### Foundations in the financing of the sustainable development goal on health: The Mériex Foundation's approach

**Benoît Miribel**, director general of Mériex Foundation, president of the Centre Français des Fonds et Fondations (CFF)

The UN's ambitious sustainable development goals require new forms of international partnerships endowed with new sources of financing. How to reach the goals set for 2030 without innovating not only in technical matters but also in the implementation of the projects proposed by private and public stakeholders? How can sustainable development be imagined without “good health and well-being”, the third of the seventeen goals? And how to improve public health on the planet without progressing toward the first goal, “No poverty”? Of worldwide renown due to its considerable financing efforts in the health field, the Bill and Melinda Gates Foundation has drawn attention toward foundations, in particular their role in raising the funds needed to reach the sustainable development goals. In France, the number of foundations has doubled since 2010. There are now more than 2000 organizations, which differ in size and the sorts of actions they undertake. Most of them concentrate their activities in France or Europe, but several dozens of them have ample international programs, especially in the health field. Among them, the Mériex Foundation has, for fifty years now, been actively fighting against infectious diseases in developing countries. For this purpose, it has adopted an approach based on reinforcing local capacities.

### Financing development and tax evasion

**Lucie Watrinet**, formerly in charge of advocacy on financing development at CCFD-Terre Solidaire

Owing to fraudulent practices and tax evasion, developing countries are losing more money than what they receive from official development assistance. It is urgent to take action. Tax revenues provide the surest source of income that governments can use to fund the public services (such as schools and hospitals) needed for development. They are essential for reaching the UN's sustainable development goals. At present, wealthy lands, in the OECD

and the G20, make decisions about fighting against tax fraud by private persons or tax evasion by multinational corporations. They do not necessarily take account of the problems specific to developing lands. It is crucial to set up, within the United Nations, a place where each country's voice can be heard and to see to it that the rules and regulations adopted are understood and accepted by all – an indispensable condition for putting an end to tax evasion and fraud.

### Philanthropic capitalism, a sort of revival of international solidarity

**Marc Lévy**, director, Groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques (GRET), an international NGO of professionals for fair development

A phrase that seems to be an oxymoron prodded the author to devote thought to the concept of “philanthropic capitalism”. A brief history of philanthropy brings to light what seems like a revival that, starting in the late 1970s, arose as several players in the globalization of the financial sector turned to philanthropy. Philanthropic capitalism first came under discussion in a 2006 article on Bill Gates in *The Economist*. How is the new geopolitical situation in the world related to it? By addressing the issue (underestimated by the international community) of social bonds and solidarity, philanthropic capitalism is more a symptom of the planet's worrisome state than a remedy for it. A few conclusions are drawn about trends in “international solidarity”. Philanthropic capitalism can contribute to this solidarity but under certain conditions.

### The UN's sustainable development goals and the financial sector: The experience of the Caisse des Dépôts

**Maria Scolan**, director of climate projects, Direction de la Stratégie, Caisse des Dépôts

The UN's sustainable development goals propose a universal grid of interpretation of what the Caisse des Dépôts has, in the French tradition, called the “general interest”. The adoption of these goals by the international community opens for this public financial institution the opportunity to foster its approach to assessing the economic and social impact of its actions. The Caisse des Dépôts has the role of inventing innovative tools and attracting private financiers in quest of utility toward the sustainable development goals.

*Issue editors: Mireille Campana and Françoise Roure*

de la publicación de información en el sector extractivo se incluye además entre los logros de esta iniciativa, que también ha contribuido a sentar el principio de transparencia en una industria que en el pasado se caracterizaba por su opacidad. No obstante, la promesa de la ITIE de un control ciudadano mediante la divulgación de información aún está por realizar, en especial dando una mayor atención a las condiciones que favorezcan un uso eficaz de los datos hechos públicos.

### Urbanization, a financing challenge for a sustainable world

Douglas Fint, Former Group Chairman, HSBC

The transition to a smarter, lower-carbon way of living will need a rapid transformation of existing and future city development. Investors are willing to help fund this transformation if we can find the right approach to infrastructure finance. We are seeing new levels of ambition by local authorities. Achieving it will require integrated planning and investment from both public and private sources.

### Una fiscalidad ecológica eficaz para el clima. Análisis de la experiencia sueca

Pierre-Alexandre Miquel, Jefe del Servicio Económico Regional (FER), Julien Grosjean, Jefe de los sectores Energía-Medioambiente-Materias primas del departamento económico regional para los países nórdicos de la Dirección General del Tesoro de la Embajada de Francia en Suecia, y Thomas Sterner, Profesor de Economía Ambiental en la Universidad de Gotemburgo

La aplicación del Acuerdo de París requiere instrumentos económicos y ecológicos innovadores y eficientes. Suecia, pionera en materia de fijación de precios del carbono, presenta la fiscalidad ecológica más alta del mundo para los sectores no cubiertos por el sistema europeo de intercambio de cuotas (ETS), con una tasa a la emisión carbono récord de 120 /tonelada que ha contribuido a reducir sus emisiones en casi un 30% desde 1995. Sin embargo, la fiscalidad ecológica sueca sigue siendo muy baja en el sector del ETS, cuyas emisiones han aumentado ligeramente, a diferencia de las de Francia. Los efectos redistributivos potencialmente negativos del *green tax shift* sueco apoyado por el gobierno social-demócrata, a comienzos de los años 2000, fueron neutralizados con éxito por las bajas del impuesto sobre la renta de los hogares modestos, así como las contribuciones patronales. Los instrumentos económicos innovadores (certificados ecológicos para la electricidad de origen renovable, peajes urbanos, impuesto sobre los NOx) también han sido probados con éxito en Suecia.

### El auge de los green bonds, ventajas y límites

Arnaud Berger, Director de Desarrollo Sostenible del Grupo BPCE (Banco Popular y Caisse d'Épargne)

Desde 2009, la cuestión del clima ha desencadenado una competencia económica mundial en torno a los mercados de eco-energías. Las obligaciones «verdes», denominadas *green bonds*, emitidas para financiar acciones favorables al clima, y más ampliamente para el medioambiente, se han convertido en el marcador de este nuevo mercado,

que implica todos los sectores económicos que dependen de ellos; principalmente los sectores inmobiliarios, de movilidad y la industria. Estos *green bonds* tienen el poder de acelerar de las inversiones por su capacidad de movilizar con rapidez y masivamente el dinero de los mercados. Sin embargo, su crecimiento se enfrenta a dos límites. El primero, técnico, es la necesidad de definir cuáles son las inversiones ecológicas para evitar los abusos y los efectos nefastos de *greenwashing*. El segundo, económico, interroga la adecuación de *green bonds* diseñados para grandes proyectos e infraestructuras a petición de la economía verde, básicamente local a Francia y Europa. Por último, la cuestión esencial es la elección del modelo bancario (entre la preferencia anglosajona por los mercados financieros y la europea por el banco, en particular universal) cuando se trata de relacionar entre sí las finanzas ecológicas, el empleo y la coherencia territorial.

### La posición de las fundaciones en la financiación del objetivo Salud de los ODS. El enfoque de la Fundación Mérioux

Benoît Miribel, Director General de la Fundación Mérioux, Presidente del Centro francés de fondos y fundaciones (CFF)

La ambición de los objetivos de desarrollo sostenible (ODS) requiere el desarrollo de nuevas formas de colaboración internacional con nuevas fuentes de financiación. ¿Cómo llegar a los resultados mencionados en el 2030 sin innovar no sólo en el plano técnico, sino también en la aplicación de los proyectos apoyados por los agentes públicos y privados?

¿Cómo pensar en un desarrollo sostenible sin «salud y bienestar», la meta del ODS nº3? Y, ¿cómo garantizar una salud pública mundial sin tener en cuenta el primero de los objetivos, la lucha contra la pobreza?

Conocida mundialmente por su compromiso financiero excepcional con la salud, la Fundación Bill y Melinda Gates ha contribuido a poner de relieve el papel de las fundaciones, en particular sobre su capacidad de financiación indispensable para el éxito de los ODS. En Francia, el número de fondos y fundaciones se ha duplicado desde 2010 hasta hoy hasta llegar a más de 2000 entidades, diversas tanto por su tamaño como por sus acciones. La mayoría de ellas centran sus acciones en el territorio nacional y en Europa, pero varias decenas de ellas trabajan también de manera consecuente en el campo internacional, especialmente en favor de la salud. Entre ellas, la Fundación Mérioux actúa desde hace 50 años contra las enfermedades infecciosas en los países en desarrollo, su enfoque se basa en el fortalecimiento de capacidades locales en la materia.

### Financiación del desarrollo y evasión fiscal

Lucie Watrinet, ex encargada de promoción sobre la financiación del desarrollo en el CCFD-Terre Solidaire

Debido a las prácticas de fraude y evasión fiscal, los países en desarrollo pierden hoy más dinero del que reciben por concepto de ayudas oficiales al desarrollo. Por consiguiente, es urgente actuar, sobre todo porque los

## AUVERLOT Dominique



D.R

Ingénieur général des Ponts, des Eaux et des Forêts, Dominique Auverlot est en poste depuis 2006 au sein du Commissariat général à la stratégie et à la prospective, dénommé France Stratégie, d'abord comme directeur du département Développement durable, puis comme directeur de projet auprès du Commissaire général, ce qui l'a conduit à participer, à réaliser ou à encadrer différents travaux relatifs à l'énergie (Le véhicule propre au secours du climat, La crise du système électrique européen, Énergies 2050, Des technologies compétitives au service du développement durable, La voiture de demain, La sécurité gazière de l'Europe), aux négociations climatiques mondiales, au calcul socioéconomique (La valeur tutélaire du carbone, L'approche économique de la biodiversité et des services liés aux écosystèmes, Le calcul du risque dans les investissements publics, L'évaluation socioéconomique des investissements publics), aux transports (Les compagnies aériennes sont-elles mortelles ?, L'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs, La grande vitesse ferroviaire, Les nouvelles mobilités : adapter l'automobile aux modes de vie de demain, Les nouvelles mobilités dans les territoires périurbains et ruraux, Pour une régulation durable du transport routier de marchandises), à la consommation durable ou encore au numérique (La dynamique d'Internet : prospective 2030, Les territoires numériques de la France de demain, Le fossé numérique en France, La société et l'économie à l'aune de la révolution numérique). Des fonctions qui l'ont également amené à participer à l'élaboration du rapport sur la France dans dix ans ainsi que sur l'exercice « 2017/2027 » qui analyse les enjeux des dix prochaines années et propose un certain nombre d'actions critiques à mettre en œuvre. Il a commencé sa carrière en 1986 au sein du ministère de l'Industrie : tout d'abord à la direction de la Sûreté des installations nucléaires, où il était en charge de la sous-direction de la Sûreté des réacteurs nucléaires d'EDF (à partir de 1988), puis comme adjoint au directeur de la DRIRE Provence-Alpes-Côte d'Azur de 1991 à 1995. Par la suite, il a été, jusqu'en juin 1996, directeur de l'Antenne de Nîmes de l'École des mines d'Alès, chargé de la fusion des deux écoles d'ingénieurs de Nîmes et d'Alès. Puis, il a exercé en tant que directeur auprès du directeur général de l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs), jusqu'en septembre 2000. Par la suite, il a travaillé jusqu'en 2002 au sein du ministère de l'Équipement, en qualité d'adjoint au sous-directeur des Transports collectifs, puis, jusqu'en novembre 2006, comme sous-directeur, chargé du budget et de la planification, à la direction générale des Routes.

## BERGER Arnaud

Arnaud Berger est directeur du Développement durable du groupe BPCE (Banque Populaire et Caisse d'Épargne).

## CAMPANA Mireille

Normalienne, ingénieure générale des Mines, Mireille Campana est membre du Conseil général de l'économie, où elle occupe les fonctions de haut fonctionnaire au développement durable du ministère de l'Économie et des Finances. Elle est également référent énergie. Initialement responsable du département R&D de cryptologie et sécurité chez France Télécom, elle a occupé des postes d'encadrement et d'expertise en sécurité dans plusieurs ministères. Elle a ensuite été en charge du soutien au développement des TIC à la DGE, notamment en matière de réseaux, contenus, sécurité et Internet, ainsi que de leur diffusion dans l'industrie, la santé, la sécurité et l'éducation et du *web*.

## CAPRIOLI Chiara

Chiara Caprioli is Business Development Manager within the Strategy and Development Unit of the Luxembourg Stock Exchange (LuxSE) and focuses on sustainable finance and primary markets. She has co-lead the group's efforts that resulted in the launch of the Luxembourg Green Exchange in September 2016 and regularly represents LuxSE in working groups, task forces and conferences.

Her previous roles include business intelligence and business development roles at Linklaters, an international law firm, in Luxembourg and Paris, PwC Luxembourg and a number of European Institutions.

Academic qualifications and relevant certifications:

- Master with Honours in International and Diplomatic Studies (University of Trieste), major in International Law and Economics, 1995-2001;
- Exchange Student at Ecole Supérieure de Commerce, Bordeaux, major in Marketing and Economics, 1999-2000;
- Primary Markets Certificate, ICMA, 2015;
- Green Finance, Novethic, 2016.

## DESFOSSÉS Philippe



D.R

Par arrêté paru au *Journal officiel* du 11 juin 2008, Philippe Desfosés a été nommé directeur de l'Établissement de retraite additionnelle de la Fonction publique (ERAFP).

Diplômé de l'IEP de Paris et licencié en droit, Philippe Desfosés est ancien élève de l'ENA (promotion Léonard de Vinci).

Il a débuté sa carrière au Trésor en 1985. De 1995 à 1997, en qualité de conseiller au cabinet de M. Jacques Barrot, ministre du Travail et des Affaires sociales, il est responsable des dossiers retraite, dépendance, famille et des relations avec les mutuelles, les institutions de prévoyance et les assurances.

En janvier 1998, il rejoint le groupe AXA et dirige l'International Finance Futures (2001-2002), puis la Compagnie Financière de Paris (2002-2008).

Reproduced with permission of copyright owner.  
Further reproduction prohibited without permission.